



**EQUI
POP.
ORG**

2019
2020

Bifurquer

Définition :

*Changer de chemin, changer de direction.
Réviser nos manières de penser et d'agir.
Imaginer des alternatives et expérimenter
des changements systémiques.*

Equipop
www.equipop.org
info@equipop.org

Bureau de Paris
6 rue de la Plaine
75020 Paris - France
Tél : +33 (0)1 74 01 71 24
Fax : +33 (0)1 74 01 71 25

Bureau de Ouagadougou
09 BP 1660 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : (+226) 25 40 88 02

Édito

Permettre aux jeunes et aux femmes de faire respecter leurs droits, et en particulier leurs droits en santé, faciliter l'accès à des services de contraception de qualité pour celles qui le souhaitent, lutter contre la mortalité maternelle, promouvoir l'accès à l'éducation à la sexualité, lever le tabou des règles, briser le cercle des violences basées sur le genre, promouvoir l'abandon des mutilations sexuelles féminines et du mariage des enfants, encourager la scolarisation des filles et l'alphabétisation des femmes, appuyer leur participation politique et économique : toutes ces actions participent à transformer les sociétés dans lesquelles nous évoluons pour les rendre plus justes et plus durables.

En 2019, nous avons renforcé notre appui technique et financier aux acteurs et actrices de ces changements en Afrique de l'Ouest mais aussi en France, nous avons soutenu l'action collective de nos partenaires, nous avons outillé des espaces de collaboration stratégique réunissant des acteurs et actrices diverses (associations, journalistes, artistes, chercheur-euses, politiques, entreprises), nous avons amplifié les voix des activistes, et en particulier des jeunes féministes ouest-africaines, afin qu'elles soient entendues dans tous les lieux de la prise de décision politique, du local à l'international et nous avons travaillé avec nos allié-e-s pour défendre les droits des femmes au sein de nos sociétés.

Alors que nous finalisons ce rapport, le monde tout entier est ébranlé par une crise sanitaire dont il n'est pas encore certain d'être sorti. Cet événement extraordinaire à la portée internationale renforce beaucoup d'entre nous dans la conviction qu'il est urgent de bifurquer. (Im)poser alors l'enjeu de l'égalité femmes-hommes, comme un sujet central des accords citoyens et politiques à construire pour changer de cap nous paraît une priorité, et nous réaffirmons que ce sera la nôtre aux côtés de nos partenaires.

Les changements à porter aujourd'hui doivent être systémiques et les approches féministes constituent de puissants leviers pour cela, qui doivent être mobilisées à chaque fois qu'il s'agit de comprendre les défis auxquels nous faisons face mais aussi que nous travaillons à construire des solutions. Sans exception.

Ces approches, si elles sont transformatives pour nos sociétés, le sont également pour nos manières d'agir. Elles nous questionnent sur les relations de pouvoir qui structurent nos champs d'action et nos organisations. Quelles sont les bases d'un partenariat juste ? Qui décide de l'agenda ? La façon dont nous sommes organisé-e-s et les outils que nous utilisons sont-ils alignés avec nos valeurs ? Les transformations à conduire le sont également à notre niveau. C'est un chemin exigeant que nous avons commencé à emprunter et que nous poursuivrons avec enthousiasme, main dans la main avec nos partenaires.

Merci à toutes les personnes et organisations qui cheminent avec nous, qui nous font confiance et qui nous rendent fier-es d'appartenir à l'écosystème qui est le nôtre.

Auréli Gal-Régniez, *directrice exécutive*
Alain Marié, *président*

2019 en bref



Impulser

• **La santé est un droit pour toutes.** Pourtant, être femme et jeune expose souvent à des inégalités majeures dans l'accès aux informations et services de santé, en particulier dans le domaine des droits et de la santé sexuels et reproductifs. Au Burkina Faso et au Sénégal, Equipop et quatre associations partenaires – Burcaso, SOS/JD, RAES et JED – lancent le projet *Jeunes en Vigie* pour renforcer les établissements sanitaires dans leurs capacités à **répondre aux besoins spécifiques des filles et à respecter leurs droits.**

• **Des millions de femmes ont leurs règles tous les jours.** Faire en sorte qu'elles puissent vivre ce moment de leur vie sereinement est avant tout une question de droits et d'égalité. C'est animée de cette conviction qu'Equipop développe en Afrique de l'Ouest des actions de **promotion des droits et de la santé menstruelles.**

Mobiliser

• **Contribuer à faire de l'égalité femmes-hommes** un sujet majeur de l'agenda international et de la politique extérieure de la France, voici un objectif structurant du plaidoyer qu'Equipop mène aux côtés de nombreuses associations féministes. Dans un climat global hostile, des engagements ont été obtenus, en particulier de la France, dont il s'agit maintenant d'accompagner la traduction en actes.

• **L'éducation à la sexualité impacte très positivement la vie des jeunes.** Partout en Afrique de l'Ouest, filles et garçons « veulent savoir » et le disent haut et fort. Equipop et ses partenaires les appuient pour que leurs voix fassent écho et soient entendues aussi bien par leur entourage que par les autorités administratives et politiques.

Accompagner

• **Participer à renforcer l'écosystème associatif de défense de la santé et des droits des femmes fait partie des missions d'Equipop.** Dans six pays d'Afrique de l'Ouest, Equipop soutient techniquement et financièrement des petites et moyennes associations dans la consolidation de leur fonctionnement et de leurs moyens d'action. La mise en place d'un label qualité attribué de manière participative, et venant alimenter un échange d'expérience entre structures au niveau régional, est le dernier élément d'un dispositif d'accompagnement ambitieux.

• **Suivre et rendre compte au mieux de l'impact sociétal de nos actions :** un enjeu partagé par Equipop et ses partenaires qui, constatant les nombreuses limites des méthodologies d'évaluation classiques, se sont engagées dans la mise en place d'approches qualitatives prometteuses, dites « approches orientées changement ». Le technique est politique : en réintroduisant une lecture qualitative des changements sociaux, on remet l'humain au centre du développement.

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs et actrices sur le terrain, Equipop impulse des dynamiques de changement social au plus près des territoires.

page 8

02

Mobiliser

Equipop mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.

page 20

03

Accompagner

Equipop accompagne les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

page 30

04

Mieux connaître Equipop

Equipop combine mobilisation sociale et politique, ingénierie de projet, assistance technique et construction de partenariats pour améliorer les droits et la santé des femmes et des filles dans le monde.

page 40

Faire front face à la pandémie : témoigner, interpeller, soutenir la santé et les droits des femmes

Partout dans le monde, les associations et activistes des droits des femmes ont joué un rôle important dans la riposte face au Covid-19. En Afrique francophone, les associations ont été particulièrement actives en observant les impacts disproportionnés de la crise sur les femmes, en dénonçant les violations des droits et la détresse sociale, en participant à la prévention et à la prise en charge des conséquences sociales et sanitaires du Covid-19. Equipop, à leurs côtés, a recueilli leurs paroles, interpellé les gouvernements, mais aussi mobilisé des fonds pour répondre aux besoins des femmes affectées par l'épidémie.

D'avril à mai 2020, Equipop a recueilli les témoignages et les recommandations de ses partenaires au Bénin, Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, Guinée, au Mali, Niger et Sénégal. Ces paroles ont été rassemblées pour alimenter l'enquête « Droits et santé des femmes à l'épreuve du Covid-19 », diffusée en juillet. Les personnes interviewées dénoncent la surexposition des femmes de leurs pays au virus, l'augmentation de leur charge de travail, les dommages économiques qu'elles subissent, l'explosion des violences sexistes et la baisse de leur pouvoir d'agir, conséquences toutes liées aux rôles sociaux qui leur sont attribués et aux inégalités structurelles qui minent les sociétés. Nos partenaires témoignent également des impacts de la pandémie sur la santé des femmes et en particulier sur leur santé sexuelle et reproductive, du fait d'une diminution conjointe de l'offre et de la demande de services. Certaines catégories, comme les jeunes et adolescentes, sont particulièrement touchées et les effets à moyen terme s'annoncent lourds.

Malgré cette situation, les réponses politiques et programmatiques apportées à la crise ont été peu sensibles à ces enjeux. Les activistes et associations formulent un besoin criant : que les gouvernements et les bailleurs les écoutent, les impliquent et soutiennent la société civile en temps de crise, comme partenaire indispensable. Elles expriment également des espoirs pour que les autorités tirent des leçons des réalités vécues et fassent évoluer leurs pratiques en s'engageant dans le renforcement des services publics et des actrices associatives, afin de participer à l'émergence de sociétés plus justes et résilientes. Onze points d'action clés ont été tirés de cette enquête. Ils permettent d'envisager différemment les crises et d'inventer d'autres modalités d'action pour les surmonter.

Droits et santé des femmes à l'épreuve du Covid-19

Témoignages et perspectives
féministes de la société
civile ouest-africaine



EQUI
POP.
ORG

11 points d'action clés

À destination de la société civile et des décideurs-euses

▪ **Accompagner** les populations et les femmes en situation de vulnérabilité face aux conséquences économiques, sanitaires et sociales de la crise.

▪ **Intensifier** la lutte contre les violences sexistes, dont les violences domestiques, les mutilations sexuelles féminines, les mariages d'enfants.

▪ **Intensifier** l'information en direction des jeunes et des femmes sur leurs droits, en matière de santé sexuelle et reproductive et de violences sexistes.

▪ **Relancer** la fréquentation des centres de santé et le recours aux soins en rassurant les professionnel·le·s et les communautés.

À destination des décideurs-euses

▪ **Associer** systématiquement les associations de lutte pour les droits des femmes, les chercheurs-euses et activistes féministes dans la définition des réponses aux crises et plus largement des politiques publiques dans leur ensemble.

▪ **Financer** immédiatement et durablement les associations pour les droits des femmes, qui ont un rôle important pour lutter contre les inégalités et participer au bien-être social, y compris dans les situations de crise.

▪ **Soutenir** la production d'enquêtes et de données sur les violences sexistes et l'égalité entre les femmes et les hommes.

▪ **Augmenter** l'investissement dans des politiques publiques qui accélèrent les changements vers plus d'égalité, et maintenir l'engagement public pour les enjeux prioritaires des personnes en situation de vulnérabilité.

▪ **Renforcer** les services publics, en particulier les systèmes de santé et d'éducation.

À destination des bailleurs

▪ **Maintenir** les financements en cours pendant la crise, accepter les adaptations d'activités imposées par la situation, et anticiper de futures crises grâce à des plans de contingence, dans un esprit de partenariat et de confiance entre bailleurs et associations.

▪ **Appuyer** les associations dans le développement de leurs capacités organisationnelles et institutionnelles à travers des financements souples, non dirigés et durables.

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs et actrices sur le terrain, Equipop impulse des dynamiques de changement social au plus près des territoires.





Jeunes en Vigie : transformer le système de santé pour que les filles ne soient plus laissées-pour-compte

En 2019, Equipop poursuit son appui aux actions en faveur de la participation citoyenne des jeunes et des femmes avec le projet Jeunes en Vigie soutenu par l'Initiative 5%¹. Ce projet vise une meilleure réponse du système de santé aux besoins spécifiques des filles et au respect de leurs droits, en particulier concernant le traitement des trois pandémies – VIH/Sida, tuberculose, paludisme – avec le souci d'intégrer finement les droits et la santé sexuels et reproductifs.

LA SANTÉ DES FILLES ET JEUNES FEMMES, UN DÉFI DE SANTÉ PUBLIQUE, UN ENJEU DE DROITS HUMAINS

Les filles et jeunes femmes, du fait de leur âge et de leur sexe, sont en prise avec des rapports de pouvoir fortement inégalitaires. Ces rapports de pouvoir peuvent impacter leur santé de différentes manières, par exemple en limitant leur accès à certaines ressources comme l'alimentation ou en les exposant à des violences spécifiques. Parallèlement, le système de santé et plus généralement les programmes et politiques peinent à répondre à leurs besoins particuliers. Cela est dû à de multiples facteurs : sous-investissement en faveur de cette population « laissée pour compte », attitudes discriminantes du personnel soignant et de la communauté, non prise en compte de leurs paroles... Leur accès à l'information, aux conseils, à une prise en charge médicale et psychosociale adaptée est ainsi très réduit.

Au Burkina Faso et au Sénégal, la situation et les indicateurs s'avèrent préoccupants pour les filles, en particulier concernant leurs droits et santé sexuels et reproductifs. 75% des nouvelles infections à VIH chez les jeunes concernent les jeunes filles, augmentant ainsi par corrélation leurs risques de contraction de la tuberculose. Elles sont aussi des populations particulièrement à risque d'infection palustre et ce risque est accru lorsqu'elles sont enceintes. Or, les filles burkinabè et sénégalaises sont nombreuses à commencer tôt leur vie procréative avec des conséquences, non seulement en termes de transmission du VIH mère-enfant mais également de morbi-mortalité maternelle, néonatale et infantile. A 19 ans, 57% des Burkinabè et 34% des Sénégalaises ont déjà eu un enfant ou sont enceintes.

Il existe aujourd'hui un consensus sur la nécessité de mieux prendre en compte les filles et les jeunes femmes dans la lutte contre les trois pandémies (VIH/Sida, tuberculose et paludisme) et sur l'effet levier que cela pourrait constituer en faveur de la résilience des systèmes de santé. Néanmoins, ces orientations ont encore du mal à se traduire en pratique. S'appuyant sur les lignes directrices

existantes, sur des expériences capitalisées, ainsi que des partenaires complémentaires et engagés en faveur des droits et de la santé des adolescentes, ce projet contribue à renforcer les systèmes de santé au Burkina Faso et au Sénégal. A travers une approche qui place les filles et les jeunes femmes au cœur de l'action, le projet Jeunes en Vigie, en partenariat avec Burcaso et SOS/JD au Burkina, et JED et le RAES au Sénégal, renforce l'accès de ce public à des services de santé de qualité intégrés et adaptés à leurs besoins spécifiques, et respectant leurs droits.

Jeunes en Vigie c'est :

- 5 associations convaincues qu'il faut aller plus loin en matière d'engagement citoyen en santé et d'empouvoirement individuel et collectif des jeunes filles
- l'exploitation et l'adaptation d'outils de redevabilité sociale qui ont fait leurs preuves ailleurs
- les adolescentes et jeunes femmes au cœur de l'action pour impulser des dialogues avec leur entourage, leur communauté, les personnels de santé, les institutions et instances de décisions afin d'accélérer les transformations encore nécessaires à tous les niveaux pour la prise en compte de leurs contraintes et besoins spécifiques dans les services et programmes de santé et le respect de leurs droits.

L'AUDIT SOCIAL EN SANTÉ ET LE SOUTIEN DES RÉSEAUX DE JEUNES FÉMINISTES : DEUX VOIES POUR DES TRANSFORMATIONS SYSTÉMIQUES

Dans le cadre des projets comme au sein des systèmes de santé, les patient·e·s, en particulier quand elles sont femmes et jeunes, sont souvent considérées comme des « sujets bénéficiaires » rarement comme des « usager·e·s doté·e·s de droits » encore moins comme des « citoyen·ne·s engagé·e·s ». Il y a pourtant dans cette évolution possible

de statuts des leviers pour améliorer la qualité des services, en renforçant le respect des droits individuels et favorisant l'action collective. Ce changement de posture suppose plusieurs préalables : l'information et la formation des filles usagères des services de santé, la sensibilisation des prestataires de santé et des personnes en situation de décision, la création d'espaces de dialogue. Le projet Jeunes en Vigie veille à répondre à ces différents enjeux. Le dispositif développé permet tout particulièrement aux filles d'exprimer en toute confiance leurs vécus, les défis rencontrés en raison de leur âge et de leur sexe, leurs besoins pratiques et intérêts stratégiques. La création de ces espaces sécurisés – avec des personnes formées à les écouter et à soutenir la structuration de leurs revendications – sera un élément clé pour améliorer les services et soins proposés par le système de santé. Dans cette dynamique, les audits sociaux conduits par des filles usagères à travers des enquêtes de terrain au sein des services sanitaires et des entretiens menés auprès de leurs paires permettent tout aussi bien de mettre en avant des bonnes pratiques de certains centres de santé que de pointer des atteintes aux droits ou de mauvais fonctionnements d'autres établissements. Les jeunes activistes féministes sont également étroitement associées au projet. Elles participeront à former les usagères à leurs droits ainsi qu'à sensibiliser les personnels de santé à des approches non sexistes. Enfin, elles intégreront les données recueillies à leurs revendications politiques afin de porter les paroles des filles au plus haut niveau des prises de décision.

• **Que fait Equipop ?**

Mobilisation des ressources, coordination financière et technique, appui méthodologique, capitalisation des méthodes d'audit et réalisation du suivi orienté changement.

• **Pour qui ?**

Les associations partenaires, les adolescentes et jeunes femmes, les prestataires de soins et structures de santé des zones d'intervention et l'ensemble des adolescent-e-s et jeunes des régions d'intervention.

• **Pourquoi ?**

Améliorer la qualité des services de santé destinés aux filles, promouvoir les droits des filles, renforcer les capacités du personnel de santé dans la prise en charge du VIH/Sida, de la tuberculose et du paludisme chez les filles, accompagner le changement des normes sociales et des politiques pour lutter contre les inégalités femmes-hommes et l'injustice sociale.



1. Pilotée et financée par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), l'Initiative 5% a été créée par la France pour renforcer l'impact des subventions du Fonds mondial en accompagnant les pays bénéficiaires, dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des programmes.

TÉMOIGNAGE

Ousmane Ouedraogo

Coordonnateur National,
Burcaso (Conseil Burkinabé des
Organisations de Développement
Communautaire)

« Le renforcement du leadership des jeunes et leur implication active dans la réponse aux grandes pandémies à travers des approches novatrices sont des facteurs devant contribuer au succès du projet Jeunes en Vigie dans ses efforts d'amélioration de la santé des jeunes au Burkina Faso. »



Quel est le rôle de Burcaso dans le projet Jeunes en Vigie ?

Burcaso a joué un rôle important durant la phase conceptuelle du projet, depuis l'évaluation des besoins jusqu'à l'écriture du projet. Mais surtout, il est fortement mobilisé pour sa mise en œuvre dans les districts sanitaires de Koudougou et Réo, dans la région du Centre-Ouest, et dans les districts de Koupéla et Tenkodogo (région Centre-Est). Le réseau a pour mandat d'assumer la coordination des interventions, la synergie avec d'autres acteurs, de participer au renforcement des capacités des partenaires locaux en les dotant d'outils de communication et de supports de plaidoyer. Enfin, Burcaso a pour mission de renforcer le partenariat avec les professionnels de santé, les collectivités, les leaders communautaires et les acteurs locaux sur les DSSR (Droits et santé sexuels et reproductifs).

Quels sont les principaux atouts du projet pour un meilleur accès des femmes et jeunes filles aux soins ?

Contrairement à beaucoup d'autres programmes ciblant les jeunes au Burkina, ce projet met l'accent sur le leadership et une réelle implication des jeunes dans la mise en œuvre. Les adolescentes et jeunes sont au cœur des actions de redevabilité sociale destinées à faire respecter leurs droits. Le projet développe les capacités d'interpellation des détenteurs-trices d'enjeux sur les questions de DSSR dans les localités d'intervention. Il

visé aussi à faciliter leur empowerment tout en renforçant leurs capacités à porter le changement en matière d'accès à l'information et aux soins de santé. Jeunes en Vigie a pour ambition de rendre les professionnels les plus aptes à fournir des informations et des services de qualité pour la prévention et la prise en charge adaptés aux jeunes filles dans la réponse aux trois pandémies. Ce projet est clairement en phase avec l'approche genre de la stratégie du Fonds Mondial 2017-2022.

Quels sont les défis concrets auxquels vous devez faire face pour la réalisation de ce projet ?

Les deux principaux enjeux de ce projet, sont – premièrement – d'améliorer l'accès des adolescentes et des jeunes aux services de santé et – deuxièmement – de parvenir à de véritables changements sociaux grâce, notamment à un dialogue entre les différentes parties prenantes et une communication adaptée aux publics sur le terrain. Pour y parvenir, je vois notamment deux points : la nécessité de travailler au renforcement des capacités des prestataires sur l'offre des services en faveur des jeunes filles ; améliorer le dialogue et la collaboration entre les instances sanitaires nationales et les acteurs-trices communautaires.



Faire des règles un sujet de santé, d'éducation et d'égalité

Chaque jour, 300 millions de femmes dans le monde ont leurs règles. Pourtant, les règles sont entourées de silence et de honte dans les familles et bénéficient de peu d'investissement public. C'est pourtant un sujet d'éducation, de droits et de santé. Pour ces raisons, Equipop s'engage !

Avoir ses règles est un simple fait biologique qui constitue trop souvent un obstacle à la santé, à la dignité et aux respects des droits des filles.

- **250 millions de filles et de femmes dans le monde** ne peuvent s'acheter des protections hygiéniques pendant leur règles.
- **500 millions de filles et de femmes** n'ont pas accès à des infrastructures adéquates pour changer leurs protections hygiéniques.
- **En Afrique subsaharienne, une fille sur dix ne va pas à l'école pendant son cycle menstruel**, ce qui correspond, à 20% du temps scolaire perdu sur une année et 66% témoignent ne pas avoir eu assez d'information avant leurs premières règles ou ne pas avoir su ce qui leur arrivait la première fois qu'elles les ont eues¹.

Presque partout les tabous autour des règles suscitent encore gêne, honte et stigmatisation. L'apparition du sang menstruel est dans la plupart des sociétés associée à une souillure qu'il faut cacher. Les règles surviennent à un moment crucial dans la construction de l'identité et cette représentation négative impacte fortement à la fois la manière dont les filles considèrent leur corps et leur statut et l'image que les garçons se construisent du corps des femmes. Par ailleurs, cette représentation négative explique en partie les difficultés des femmes et des filles à avoir accès à des infrastructures de base comme des toilettes, à des produits menstruels de première nécessité ou à des soins adaptés quand surviennent des pathologies associées comme l'endométriose. Grâce à des chercheurs-euses, à des activistes, à des journalistes, cet enjeu, longtemps resté invisible, émerge aujourd'hui sur le devant de la scène. L'instauration en 2014 de la journée internationale de l'hygiène menstruelle, le 28 mai², largement relayée dans le monde entier, en est une illustration.

En 2019, Equipop est intervenue aux côtés de l'UNFPA à travers :

- la réalisation d'une étude qui présente un état des lieux de la santé menstruelle en Afrique de l'Ouest et du Centre en termes de connaissances, perceptions, pratiques, et approches en cours et propose des orientations opérationnelles à l'UNFPA et ses partenaires pour l'intégration de la santé menstruelle dans ses actions à tous les niveaux.
- un appui à la Task Force nationale ivoirienne « santé et hygiène menstruelles » créée en 2018 sous l'impulsion de l'UNFPA Côte d'Ivoire pour la promotion et l'intégration coordonnée de la santé et de l'hygiène menstruelles dans les programmes nationaux et les actions de la société civile qui a permis 1) de former les membres sur les droits humains, sur le genre et leurs liens avec la santé menstruelle, 2) de questionner les perceptions, croyances sur les menstrues et 3) d'analyser les supports et outils existants avec le regard « droits humains » et « genre » pour les enrichir.

L'étude que nous avons réalisée pour l'UNFPA confirme et illustre qu'en Afrique de l'Ouest et du Centre, nombreuses sont les filles qui ne savent pas ce qu'il leur arrive quand leurs règles surviennent pour la première fois. Même si elles ont reçu des informations avant, ce sont des sentiments d'inquiétude et de peur qu'elles ressentent. Les premières explications données généralement par la mère, concernent la protection hygiénique et le risque de grossesse, mais de façon floue puisque le lien entre règles, cycle menstruel, reproduction n'est bien souvent pas établi. Au final, ce sont donc surtout des injonctions à éviter les garçons et les hommes que les jeunes filles reçoivent. Dans le même temps, les premières règles peuvent être associées à un signe de maturité et de majorité. Les jeunes filles sont alors considérées comme adultes pouvant arrêter l'école, travailler, se marier et avoir des enfants. En raison de l'accès difficile à des infrastructures adéquates (eau, toilettes, assainissement) et de la pauvreté, la précarité

menstruelle et ses conséquences sur la santé et la mobilité concernent une très grande majorité de femmes et de filles. Enfin, les fausses croyances, les mythes, les pratiques sociales dangereuses et le silence qui planent sur les menstrues peuvent transformer le moment des règles en période de restriction, de privation ou d'exclusion. Tout cela limite les filles et les femmes dans leurs activités personnelles, domestiques, scolaires et professionnelles tout en fragilisant leur estime et leur confiance en elles.



Dans la région, des projets sont menés pour l'accès à des infrastructures sanitaires adaptées et à des produits d'hygiène menstruelle (approche WASH³). Certains incluent des actions d'information, mais ils sont encore souvent dispersés ou à l'état de pilotes et n'intègrent que rarement l'approche par les droits. Peu de pays se sont dotés de stratégies et de normes en matière de santé menstruelle, mais une volonté d'intervenir en facilitant par exemple son intégration dans toutes les politiques sectorielles concernées existent.

Enfin, si les règles restent taboues, l'étude ainsi que les retours des membres de la task force montrent que lorsque le dialogue est ouvert sur les menstrues en les repositionnant comme un phénomène normal et naturel qui survient chez les filles au moment de la puberté, les perceptions négatives diminuent et un intérêt à leur sujet émerge, y compris du côté des hommes et des garçons.

LA SANTÉ MENSTRUELLE : UN LEVIER POUR L'ÉDUCATION ET LES DROITS DES ADOLESCENTES LES PLUS JEUNES

La santé et l'hygiène menstruelles, et plus largement la puberté, représentent une porte d'entrée pour faciliter l'éducation à la sexualité à l'école et hors école et une opportunité pour les structures socio-sanitaires d'ouvrir leurs services aux adolescentes en les intégrant dans le paquet de services DSSRAJ (Droits et santé sexuels et reproductifs des adolescent·e·s et des jeunes), au même titre que la PF (Planification familiale) et les IST (Infections sexuellement transmissibles), VIH/Sida.

Fort de ces constats, Equipop intègre systématiquement la thématique santé menstruelle dans ses actions de promotion et d'amélioration des DSSR (plaidoyer, accompagnement, éducation complète à la sexualité). Elle apportera son appui à la mise en œuvre d'actions qui complètent les approches WASH ; désigmatisation et création de normes positives sur les règles, appui à la création et à la diffusion de supports et outils d'information et de mobilisation sensibles aux droits humains et au genre, soutien aux mouvements des jeunes féministes dont les voix s'élèvent pour briser le tabou et le silence entretenus autour des règles ainsi que les discriminations et injustices qui en résultent.



« Marième a ses règles pour la première fois. N'osant pas en parler à ses parents, elle garde le secret... »

Dans le cadre de la campagne #JeVeuxSavoir, la bande dessinée *Premières règles* aborde les questions liées à la puberté. Cette période peut être source d'inquiétudes pour les jeunes qui n'y sont pas préparé·e·s !

• Que fait Equipop ?

La promotion d'approches intégrées basées sur les droits pour une réponse globale aux besoins des filles et des femmes en matière de santé menstruelle.

• Pour qui ?

Toutes les filles et les femmes, particulièrement d'Afrique francophone.

• Pourquoi ?

Le simple fait d'avoir ses règles ne peut constituer une entrave à la santé, à la dignité, aux droits, à la scolarité et aux activités sociales, économiques, professionnelles des filles et des femmes, ni un obstacle à l'égalité entre les femmes et les hommes que ce soit pour des raisons matérielles ou socio-culturelles.

“ Je vais aller parler aux filles et aux femmes de ma religion et de ma région sur la santé et l'hygiène menstruelles, cela ne doit plus être un tabou. ”

Membre de la task force Santé et Hygiène Menstruelles

Côte d'Ivoire

1. UNICEF

2. 28 en référence au nombre moyen de jours d'un cycle menstruel et le mois de mai, 5° de l'année, en référence au nombre moyen de jours des règles.

3. “Water, Sanitation and Hygiene” pour Eau, Assainissement et Hygiène (EAH)

Nathalie Aka Brou

Cheffe de service Promotion de la santé et de la mobilisation sociale, Programme national de santé scolaire et universitaire (PNSSU) du Ministère de la santé de Côte d'Ivoire

Yao Jules Konan

Chargé de Programme SR/Adolescent-e-s/Jeunes, UNFPA Côte d'Ivoire

Quand a commencé la collaboration entre le bureau UNFPA Côte d'Ivoire et Equipop ?

Depuis plusieurs années, le bureau UNFPA d'Afrique de l'Ouest et du Centre et certains bureaux pays collaborent avec Equipop pour mettre en avant les adolescentes dans les programmes de DSSR (Droits et santé sexuels et reproductifs) et promouvoir l'ECS (Éducation complète à la sexualité). Le bureau de la Côte d'Ivoire, quant à lui, a été impliqué en 2016 dans l'identification des six associations ivoiriennes qui ont rejoint Alliance Droits & Santé que vous avez impulsée. Le partenariat formel avec UNFPA Côte d'Ivoire et ses partenaires, notamment les ministères de l'Éducation et de la Santé, ainsi que les autres agences onusiennes impliquées dans l'initiative Muskoka a réellement commencé en 2018 avec le dispositif d'accompagnement Equipop Lab.

Comment a été priorisé le sujet de la santé menstruelle ?

La santé menstruelle est ressortie comme une thématique émergente et pertinente dès les consultations de préfiguration du laboratoire d'incubation réalisé avec des partenaires du gouvernement (éducation, santé, famille, jeunesse), des agences onusiennes et les associations. Le lab d'incubation de décembre 2018 a permis de travailler de façon participative à des activités à hauts impacts pour investir sur la santé menstruelle et en

faire une porte d'entrée pour les DSSRAJ (Droits et santé sexuels et reproductifs des adolescent-e-s et des jeunes) en Côte d'Ivoire.

Pourquoi l'UNFPA a-t-elle impulsé la création de la task force nationale ivoirienne Santé et hygiène menstruelles ?

La thématique de la santé menstruelle n'était souvent que partiellement abordée par les différent-e-s acteurs et actrices. Il nous fallait un groupe de réflexion pour collecter la documentation et les expériences des uns et des autres, pour disposer d'une analyse situationnelle claire et faciliter les échanges et la coordination sur une thématique qui concerne plusieurs secteurs.

Pour sa composition, nous avons procédé à un alignement sur le groupe technique de travail de la campagne "Zéro grossesse à l'école". Les principaux membres de la task force sont des directions techniques des ministères de l'Éducation et de la Santé, les agences onusiennes partenaires, la société civile avec des associations et des mouvements de jeunes.

Elle s'est fixée comme cadre d'action :

- de faire une analyse situationnelle solide basée sur les expériences en cours et la documentation existante ;
- de travailler à l'élaboration de supports et d'outils ;

« La thématique de la santé menstruelle n'était souvent que partiellement abordée par les différent-e-s acteurs et actrices. Il nous fallait un groupe de réflexion pour collecter la documentation et les expériences des uns et des autres. »



- de proposer une méthodologie d'intégration et de diffusion à différents niveaux (curriculum scolaire, animation au sein des clubs scolaires, sensibilisation dans les structures de santé, campagnes de masses...) et en faire le suivi-évaluation.

Quel a été l'apport d'Equipop en 2019 à la task force santé et hygiène menstruelles ?

L'accompagnement d'Equipop, notamment lors de l'atelier de novembre 2019 de validation du document national sur la santé et l'hygiène menstruelles, nous a permis d'enrichir ces lignes directrices. Ces six jours de travaux ont permis à la trentaine de participant-e-s (membres de la task force et partenaires) de mieux s'approprier l'approche par les droits et les perspectives de genre et de les amener à les prendre en compte dans notre document. Concrètement les participant-e-s ont pu :

- être sensibilisé-e-s à l'importance de l'approche genre et de l'approche par les droits dans l'élaboration de documents à visée publique ;
- développer des réflexes de rédaction non sexistes, inclusifs et respectueux des droits humains ;
- appliquer ces principes aux documents relatifs à la santé menstruelle en identifiant les modifications à apporter au regard des droits et du genre et pour déconstruire les fausses croyances au sujet des menstrues.

Grâce à ce travail, nous avons pu développer et adopter un guide national complet, qui constitue une ressource multisectorielle pour différent-e-s acteurs-trices, afin de diffuser une information juste, fiable et de qualité sur la santé menstruelle. Les éléments de contenu peuvent être adaptés selon les différentes cibles : filles, garçons, personnels de santé, ...

Quelles sont les prochaines étapes ?

À court terme, dans le cadre du projet et à partir du guide, nous allons poursuivre et finaliser des supports opérationnels thématiques comme par exemple la confection de serviettes hygiéniques. Nous allons développer des fiches à destination du personnel de santé, des influenceurs-euses, des acteurs et actrices communautaires et les diffuser aux parties prenantes pour des activités de sensibilisation.

O2

Mobiliser

Equipop mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.







Plaidoyer pour des politiques féministes : du G7 au Forum Génération Égalité

Début 2019, Equipop s'était investie dans un plaidoyer pour mettre l'égalité femmes-hommes à l'agenda politique international, à travers l'opportunité du G7 en France. Un an et demi plus tard, les bases ont été posées, et le travail peut évoluer vers un plaidoyer pour des politiques extérieures féministes.

En 2019, Equipop a co-piloté une campagne de plaidoyer et de communication nommée « Women 7 ». L'objectif était d'influer sur le G7, mais surtout de saisir cette opportunité pour poser les bases d'une action plus large : contribuer à mettre l'égalité femmes-hommes à l'agenda politique international, et pousser la France à en faire un sujet majeur de sa politique extérieure. Le 9 mai 2019, Equipop et ses partenaires du Women 7 ont rassemblé à Paris près de 400 féministes originaires de 20 pays, et délivré des recommandations aux sept ministres des États du G7.

PREMIÈRES AVANCÉES AU G7 À BIARRITZ

Au sommet de Biarritz, fin août 2019, tous les États du G7 et quatre États invités ont adopté le Partenariat de Biarritz sur l'égalité entre les femmes et les hommes, lancé l'initiative AFAWA¹ pour l'entrepreneuriat féminin en Afrique et, entre autres, attribué des financements au fonds créé par Denis Mukwege et Nadia Murad pour soutenir les survivantes de violences sexuelles en temps de conflit. Ces mesures, dans un contexte de négociation très difficile en raison de la position américaine, constituent un premier progrès. L'approche qui consiste à défendre l'égalité femmes-hommes comme une fin en soi et non un moyen au service de l'économie ne s'est cependant pas encore imposée. Cela nécessite évidemment un fort plaidoyer sur la durée.

En revanche, pour ce qui était de l'objectif d'inciter la France à faire de l'égalité femmes-hommes un élément central de sa politique extérieure, l'avancée a été significative. Depuis le G7, la France s'est portée volontaire pour co-organiser, avec le Mexique et ONU Femmes, le Forum Génération Égalité (FGE). Cet événement, célébration du 25^e anniversaire de la plateforme d'action de Pékin, plus grande référence internationale sur les droits des femmes, placera la France au centre de la carte en 2021 (événement repoussé d'un an en raison de l'épidémie de Covid-19).

“ Il faut que le G7 accorde plus de financements aux associations féministes et aussi que les féministes soient à la table des discussions pour dire réellement ce dont elles ont besoin. ”

Ephrasie Coulibaly

Présidente de l'Association réseau des jeunes ambassadeurs pour la planification en Côte d'Ivoire

POUR UNE « POLITIQUE EXTÉRIEURE FÉMINISTE »

En 2019, la France s'est donnée l'ambition de porter une « diplomatie féministe ». Cette impulsion politique va dans le bon sens ; il s'agit désormais pour l'État français d'en définir plus précisément les contours, et de lui donner une traduction concrète. C'est pour accélérer ce mouvement qu'Equipop contribue aux travaux du HCE (Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes) pour la période 2019-2021. De nombreuses auditions des différentes institutions (ministère des Affaires étrangères, des Finances, Agence française de développement, etc) ont été conduites et tendent vers les conclusions suivantes : le terme « politique extérieure féministe » est plus pertinent, et le chemin vers la mise en œuvre d'une vraie politique féministe, c'est-à-dire transformatrice, est encore très long.

Dans ce cadre, Equipop a également œuvré à faire ressortir l'approche « DSSR » (Droits et santé sexuels et reproductifs), sans laquelle il ne peut y avoir de réels progrès vers l'égalité femmes-hommes. Le Women 7 avait insisté pour que la France défende cette thématique

dans le cadre du G7, en sachant que la forte opposition des États-Unis ne le permettrait sans doute pas. Cela a cependant conduit, une fois le G7 passé, à une plus forte appropriation du sujet par le gouvernement français. Afin de concrétiser cette tendance, Equipop a encouragé une participation française au sommet de Nairobi, célébrant les 25 ans de la conférence internationale sur la population et le développement du Caire, et a pris l'initiative en novembre 2019 de rassembler une centaine d'associations (ouest-africaines, françaises, internationales) demandant à Emmanuel Macron de s'assurer que les DSSR figurent bien à l'agenda du FGE. Début 2020, les DSSR constituaient un sujet à part entière d'une des six « coalitions d'action » formées pour le FGE. La France, par ailleurs, sera l'État pilote de cette coalition.

VERS LE FORUM GÉNÉRATION ÉGALITÉ EN 2021

Le FGE aura lieu à la fin du printemps 2021. D'ici là, Equipop s'attachera à impulser deux dynamiques. La facilitation de la participation des sociétés civiles ouest-africaines aux processus internationaux sera un premier axe fort. Cela avait débuté avec le G7 en 2019, et l'occasion offerte par le FGE doit permettre de changer d'échelle. Equipop y contribuera donc à travers ses divers partenariats, à la fois avec des mouvements de femmes, de jeunes, et spécialisés en DSSR, et avec de jeunes activistes féministes. En France, la coalition d'associations rassemblées en 2019 sous l'étiquette Women 7 se poursuit dans le contexte du FGE. Equipop entend y apporter son expertise de plaidoyer institutionnel afin que les associations féministes, qu'elles soient tournées vers le territoire national ou international, soient reconnues, entendues et soutenues, y compris financièrement, et que le FGE soit un moment de mobilisation politique qui fera réellement avancer les sociétés vers l'égalité femmes-hommes.

• Que fait Equipop ?

Equipop contribue à plusieurs dynamiques associatives et institutionnelles pour que les politiques nationales et internationales intègrent une approche féministe.

• Pour qui ?

Pour les femmes et les filles dans leur diversité, qui sont en immense majorité écartées des processus décisionnels.

• Pourquoi ?

Parce qu'il y a un besoin de renforcer les espaces de coordination entre activistes féministes à travers le monde et particulièrement dans les sphères francophones.

“ Un G7 féministe est intersectionnel, il faut garder à l'esprit que toutes les femmes sont différentes et diverses. Et les politiques publiques doivent tenir compte de cette diversité. ”

Paola Mera

Présidente du Conseil pour l'égalité de genre de l'Equateur

1. Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique

TÉMOIGNAGE

Sharlen Sezestre

Responsable plaidoyer international, Planning familial

« Un Forum génération égalité véritablement féministe et politique, ne peut se faire sans la pleine et entière participation des premières concernées et sans engagements concrets des gouvernements en faveur de l'égalité femmes-hommes et des DSSR ! »



Le Planning Familial et Equipop collaborent depuis plusieurs années sur les DSSR (Droits et santé sexuels et reproductifs). Quels sont les enjeux ?

Les droits des femmes à disposer de leur corps et à faire leurs propres choix en matière de sexualité et de reproduction font l'objet de controverse et de remises en cause. Les mouvements féministes se sont battus en France pour inscrire ces droits dans la loi, mais la loi ne suffit pas. Il faut en garantir l'application par la mise en place des services nécessaires, et l'accès effectif sur tout le territoire et pour toutes les personnes. Trop de femmes et de jeunes filles peinent encore à obtenir une contraception ou un avortement.

Ces enjeux sont d'autant plus prégnants dans le contexte ouest-africain. La région concentre un fort taux de grossesses non désirées, de morbidité et de mortalité materno-infantile, car les femmes et les filles rencontrent d'importants freins à l'exercice de leurs droits sexuels et reproductifs. Il y a nécessité à renforcer et à soutenir le plaidoyer des organisations de femmes et des associations féministes qui luttent pour ces droits et la mise en place des services, et se battent pour leur application à travers une approche par les droits.

En quoi Le Planning Familial et Equipop ont-ils des plaidoyers complémentaires ?

Mouvement féministe et d'éducation populaire, le Planning milite depuis plus de 60 ans pour l'égalité femmes-hommes, pour le droit à l'éducation à la sexualité, à la contraception, à

l'avortement, et lutte contre les violences et les discriminations liées au genre et à l'orientation sexuelle. Notre expertise en santé sexuelle et notre plaidoyer s'appuient sur notre pratique de terrain, avec et au plus près des personnes concernées, et particulièrement des jeunes. Equipop promeut également les DSSR des femmes et des filles à travers le monde, et travaille notamment au renforcement des mobilisations et des associations de femmes et féministes, spécifiquement en Afrique de l'Ouest. Cela permet une mutualisation de l'expérience et de l'expertise, et fait de nous des interlocuteurs-rices clés dans la contribution à la définition des politiques publiques nationales et internationales.

Le Planning Familial et Equipop travaillent ensemble en vue du Forum Génération Égalité (FGE). Concrètement, qu'est-il prévu ?

Equipop et le Planning Familial partagent la conviction que ce forum doit être féministe et politique. Il doit faire progresser les droits des femmes et l'égalité des genres. Il doit être l'occasion pour la France de rendre la politique étrangère féministe concrète. Cela ne peut se faire sans la participation des associations et mouvements féministes, dans leur pluralité et dans une démarche intersectionnelle et intergénérationnelle. Nous avons pour objectif de faire entendre ces voix et d'influencer le sommet et les coalitions d'actions dans une démarche de co-construction avec les gouvernements à travers la coalition d'associations "Génération Féministes" que nous avons contribué à structurer.

DANS UNE SALLE DE CLASSE, À ABIDJAN...



S'engager pour une éducation complète à la sexualité de qualité en Afrique de l'Ouest

Un vaste corpus de recherches démontre aujourd'hui qu'une éducation sexuelle de qualité impacte très positivement à long terme la vie des jeunes filles et des jeunes garçons.

Equipop est engagée depuis plusieurs années aux côtés de nombreux partenaires d'Afrique de l'Ouest pour promouvoir l'éducation complète à la sexualité (ECS) et notamment son intégration systématique dans les cursus scolaires. En 2019, Equipop a en particulier soutenu les vingt et une associations du réseau Alliance Droits et Santé dans leurs interpellations politiques et citoyennes.

L'ECS : UNE APPROCHE AUX MULTIPLES BÉNÉFICES QUI PEINE À ÊTRE MISE EN ŒUVRE

Trop de jeunes manquent d'informations fiables sur les relations amoureuses et la sexualité. Beaucoup ont conscience de ce manque et demandent aux responsables politiques et éducatifs de s'engager pour leur

permettre un apprentissage structuré de la sexualité et des relations interpersonnelles d'une façon positive, claire et centrée sur leurs intérêts. Ces demandes sont par ailleurs confortées par les résultats de recherche qui prouvent que l'ECS a de nombreux effets positifs sur la santé et le bien-être des jeunes, notamment en favorisant le recul de l'âge du premier rapport sexuel, en diminuant le nombre de partenaires, en réduisant les comportements à risque, en favorisant l'utilisation du préservatif et des contraceptifs. D'autres études fournissent également des indications sur le fait que l'éducation à la sexualité contribue à réduire la violence basée sur le genre, la violence au sein du couple, les discriminations et à renforcer l'égalité femmes-hommes, la confiance en soi et des relations interpersonnelles de qualité.

Malgré ces évidences, peu d'États en Afrique de l'Ouest ont vraiment opérationnalisés les *Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle*¹ qui ont été publiés pour la première fois en 2009. Certains pays ont initié des dynamiques intéressantes comme au Bénin où depuis 2019, l'ECS est officiellement intégrée à tous les niveaux scolaires (de la maternelle à l'université) et dans les écoles de formation initiale des enseignant-e-s. Cette intégration rapide a été facilitée par une grande volonté politique marquée par une rapide appropriation institutionnelle du processus par l'État, à travers l'Institut National de l'Ingénierie de Formation et de Renforcement de Capacités des Formateurs (INIFRCF). Au Burkina également, après une phase d'expérimentation en 2013, les contenus d'ECS sont intégrés progressivement (entre 2015 et 2020) dans tous les curricula du préscolaire, du primaire, du post primaire et des écoles de formation initiale des enseignant-e-s. Cependant, pour que des changements significatifs puissent s'opérer, il est primordial que des coalitions d'acteurs et d'actrices continuent de pousser cet enjeu auprès des gouvernements et veillent à ce qu'ils intègrent pleinement les voix des jeunes et les résultats de recherche, afin que les politiques et programmes soient de qualité et atteignent leurs objectifs.

L'OBJECTIF D'ALLIANCE DROITS ET SANTÉ : MOBILISER LES JEUNES ET LES COMMUNAUTÉS ET OBTENIR DES ENGAGEMENTS POLITIQUES DURABLES

En 2019, avec l'appui technique d'Equipop, les vingt et une associations d'Alliance Droits et Santé ont uni leurs efforts à la fois pour interpeller les gouvernements et pour mobiliser les jeunes et les communautés dans les six pays du réseau (Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal). L'Alliance appelle ainsi à un engagement fort de la part des autorités sanitaires et éducatives des pays membres du Partenariat de Ouagadougou et s'inscrit dans la campagne régionale initiée par l'UNESCO et l'UNFPA. Elle focalise en particulier son dialogue avec les décideurs et décideuses autour de trois demandes :

- **Garantir une démarche qualité** en assurant un continuum entre la demande créée par une ECS et les services de droits et santé sexuels et reproductifs déployés par le gouvernement.
- **Prendre en compte les besoins de l'ensemble des adolescent-e-s et jeunes**, notamment des jeunes filles, en matière d'ECS et de services relatifs aux droits et à la santé sexuels et reproductifs, quel que soit leur âge, sexe, localité, qu'elles et ils soient scolarisé-e-s ou non.
- **Assurer des financements domestiques durables** pour les programmes d'ECS et les services relatifs aux droits et à la santé sexuels et reproductifs, et les maintenir même en temps de crise.

Parallèlement, afin de soutenir les efforts de plaidoyer du réseau, les membres ont développé une campagne de communication multicanal dénommée #JeVeuxSavoir. Cette campagne a pour ambition de créer les conditions de dialogues citoyens et politiques sur le besoin des jeunes de connaître leurs droits et d'avoir accès à une éducation et des services de qualité en santé sexuelle et reproductive. Elle s'attache à relayer la parole des jeunes et à déconstruire les idées reçues à travers les réseaux sociaux, les médias, ou encore lors de rencontres et d'événements dans chacun des pays de l'Alliance. Les différents contenus créés avec les partenaires de l'Alliance visent à rappeler à quel point les programmes d'éducation complète à la sexualité ont un impact positif sur la vie des jeunes et des adolescent-e-s. Encore plus après la crise sanitaire du Covid-19, il apparaît que ces programmes doivent être renforcés dans chaque pays, en termes de contenu, d'approche pédagogique, mais aussi d'accessibilité.

« La crise sanitaire liée au Covid-19 a augmenté les risques d'IST, de grossesses non désirées et de violences sexuelles envers les filles – notamment du fait de la fermeture des écoles et d'un moindre accès aux informations et services de santé sexuelle et reproductive. Aujourd'hui, il faut innover pour apporter aux jeunes une éducation à la sexualité adaptée et dès la réouverture des écoles il faudra redoubler d'efforts pour qu'elles puissent relever cet enjeu avec des programmes de qualité. »

Brigitte Syan

Responsable plaidoyer Afrique de l'Ouest d'Equipop au Burkina Faso

#JEVEUXSAVOIR : L'ART POUR BRISER LES TABOUS

L'art fait passer des messages, propose des idées et permet de faire réfléchir. Lorsque la bienséance ou la pudeur sont dangereuses – parce qu'elles privent d'informations cruciales des jeunes, filles et garçons, sur leurs droits et leur santé sexuels – l'art permet d'aborder les sujets qui sont tus. Dans le cadre de la campagne #JeVeuxSavoir, une vingtaine d'artistes bénévoles ont été formé·e·s à déconstruire les idées reçues et lever les tabous entourant l'éducation complète à la sexualité. Sensibles et souvent déjà engagé·e·s pour les droits humains, elles et ils ont relevé le défi de créer des œuvres visant à apprendre, dénoncer, ouvrir le débat, partager et faire réfléchir les jeunes, leurs parents et plus largement chaque membre de la société. De nombreux thèmes sont abordés – de la contraception aux grossesses précoces, en passant par le consentement sexuel, les menstruations ou la puberté – via la musique, les arts graphiques, l'humour ou la poésie. Avec #JeVeuxSavoir, c'est à tous les niveaux de la société que se déroule le combat pour que les jeunes puissent savoir !

• Que fait Equipop ?

Equipop appui les mouvements associatifs, en particulier ceux des jeunes activistes et ceux du réseau Alliance Droits & Santé dans leurs revendications citoyennes et politiques pour une démocratisation d'une ECS de qualité en Afrique de l'Ouest.

• Pour qui ?

Pour les jeunes d'Afrique de l'Ouest, en particulier pour les filles puisqu'une ECS de qualité permet de faire avancer leurs droits.

• Pourquoi ?

Car il est nécessaire de s'assurer de la qualité des contenus d'ECS, de leur adéquation avec les besoins de tous les jeunes et d'assurer que des financements domestiques durables y soient orientés afin d'en garantir la mise en œuvre.

“ Je dis je veux savoir parce que c'est notre droit, parce que c'est mon droit et aujourd'hui, c'est mon cri. ”

Chaneline Mevowanou

Activiste, slameuse

1. *International technical guidance on sexuality education: An evidence-informed approach, Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle*, UNESCO, UNAIDS, UNFPA, UNICEF, UN Women and WHO, 2018, p.138.

TÉMOIGNAGE

Agathe Blanc

Chargée de programme,
Association des Femmes
Juristes de Côte d'Ivoire

« Avec l'éducation complète à la sexualité, nous préparons les adolescent·e·s et jeunes à envisager un avenir plus serein en leur donnant les outils pour une meilleure gestion de leurs relations amoureuses, familiales, sociales. »



Quel est le rôle d'Alliance Droits et Santé dans le plaidoyer en faveur de l'éducation à la sexualité en Côte d'Ivoire ?

Nous sommes fortement impliqué·e·s à travers plusieurs projets. Depuis 2018, dans le cadre d'Educasso, projet coordonné par l'ONG RAES et mis en œuvre en Côte d'Ivoire par l'ONG MESSI et l'Association des Femmes Juristes, nous travaillons à renforcer l'intégration de l'éducation à la sexualité dans les programmes scolaires. Dans ce contexte, la campagne de communication régionale de l'Alliance #JeVeuxSavoir vient soutenir cette dynamique en mobilisant d'autres acteurs et actrices autour de nos demandes politiques.

Quelles sont les principales réussites dans ce plaidoyer ?

L'ECS (éducation complète à la sexualité) est marquée par de nombreux préjugés, encore plus dans la sphère religieuse. Les autorités religieuses et coutumières peuvent avoir des réticences quant à son intégration dans les programmes scolaires. Ces prises de positions sont souvent dues à un manque d'informations sur ce que recouvre vraiment l'ECS. Dans le cadre de nos activités d'information et de sensibilisation, nous avons réussi à initier des rencontres avec les instances dirigeantes d'organisations religieuses regroupant les confessions chrétiennes et musulmanes. Nous avons pu questionner leurs préjugés et partager des données issues de la recherche. Avec l'appui de l'UNESCO, nous avons aussi communiqué sur les orientations de l'État de Côte d'Ivoire quant au contenu de cette thématique et aux priorités. L'ensemble des participant·e·s a

alors reconnu la nécessité de l'ECS tant en milieu scolaire que familial. D'ailleurs, cette organisation est désormais partie prenante du développement de l'ECS et, avec l'appui des partenaires, élabore un guide sur les stratégies de communication parents-enfants en matière de sexualité en milieu religieux.

Comment se traduit votre collaboration avec Equipop ?

L'appui d'Equipop a impacté positivement notre stratégie de plaidoyer. Les membres d'Alliance Droits et Santé, mais aussi plus largement les acteurs et actrices impliqué·e·s dans ce travail, ont bénéficié d'une formation en plaidoyer animée par Equipop. Ce temps de travail collectif a permis de définir un plan de plaidoyer commun pour une meilleure intégration de l'ECS dans les programmes scolaires. Equipop nous a ensuite accompagné pour définir nos objectifs de plaidoyer. Celui de l'intégration de l'ECS dans la formation initiale des enseignant·e·s était prioritaire. Et nous avons bénéficié de l'appui d'Equipop pour formuler des messages en direction des cibles prioritaires – notamment le ministre de la Santé, la ministre de l'Éducation nationale, la ministre de la Femme – que nous avons également diffusés via les réseaux sociaux.

03

Accompagner

Equipop accompagne les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.







Renforcer l'écosystème des associations de santé et droits des femmes en Afrique de l'Ouest

Depuis vingt ans, Equipop travaille main dans la main avec des petites et moyennes associations d'Afrique de l'Ouest actives en faveur de la santé et des droits des femmes. Rapidement, ces partenaires ont formulé des besoins de structuration de leur organisation et d'adaptation à l'environnement complexe d'intervention.

Pour répondre à cet enjeu, ensemble, Equipop et ses partenaires ont travaillé à se doter d'une méthodologie et d'outils adaptés ainsi que des ressources financières dédiées. Troisième étape de cette démarche, la mise en place d'un label qualité.

S'AUTO-ORGANISER POUR SE RENFORCER : UNE MÉTHODOLOGIE ET DES FONDS

Comment peut-on espérer participer collectivement, de manière pertinente et efficace, à des changements sociétaux sans se préoccuper des besoins des associations qui portent ces changements avec vous ? Au fil des années, cette question s'est faite plus prégnante pour Equipop qui a tissé des relations de confiance avec un large réseau d'associations en Afrique de l'Ouest. Telle association avait besoin d'équipement de bureau, une autre devait revoir la manière dont elle gérait sa comptabilité, pour une autre encore il était urgent de fidéliser son personnel ou de retravailler son projet associatif pour mieux cibler ses interventions en les alignant avec ses valeurs. Le financement du monde associatif est presque exclusivement soumis au mode projet, lequel ne laisse pas beaucoup de marge de manœuvre pour répondre à ces enjeux. En Afrique de l'Ouest, peu de bailleurs ou d'institutions offrent un appui pour relever ces défis. Equipop a décidé il y a cinq ans de prendre à bras le corps cette difficulté. Tout d'abord, en 2014, en étroite collaboration avec les associations du réseau Alliance Droits et Santé, une démarche méthodologique, des outils et des formations ont été développées. Les membres d'Alliance Droits et Santé, ainsi que d'autres partenaires limitrophes au réseau, se sont ainsi engagés dans une démarche d'amélioration continue de la qualité à travers un accompagnement technique et financier personnalisé conduit par Equipop, qui a recruté pour cela trois collègues burkinabè spécialistes de ces enjeux. Mais pour certaines organisations la concrétisation des actions à mener butait encore sur le manque de ressources.

C'est ainsi qu'en 2019, le Fonds DO (Développement organisationnel) a été créé afin de financer les besoins identifiés par les associations. Depuis quelques mois, ce sont déjà plus de trente actions de renforcement organisationnel qui ont été soutenues financièrement.

“ La labellisation DO permet de suivre l'évolution de l'efficacité de l'organisation et certifier de sa capacité auprès de potentiels partenaires afin de lui conférer plus de crédibilité. ”

Ousmane Maiga

Responsable des Programmes - AJCAD, Mali



NOUVELLE ÉTAPE : LA RECONNAISSANCE PAR LES PAIRS ET LE PARTAGE D'EXPÉRIENCE

S'appuyant sur une gouvernance participative, à l'instar du Fonds DO, Equipop complète son dispositif d'appui par la création d'un label qualité. Ce label a pour vocation de soutenir les efforts et la motivation des associations qui se sont engagées dans cette démarche qualité à travers la reconnaissance de leurs pairs. Outil de réputation, il permet une réelle valorisation des efforts de l'organisation vis-à-vis de ses parties prenantes, salarié-e-s, partenaires, financeurs. Outil de réseau également, il permet le développement de communautés de pratiques, favorise les échanges entre pairs et offre de nombreuses opportunités de partenariat. C'est ainsi un levier pour créer une culture commune du développement organisationnel entre associations actives en faveur de la santé et des droits des femmes. Equipop et ses partenaires ont mis en place un dispositif cohérent qui présente des atouts solides pour accompagner et renforcer l'écosystème des associations de santé et droits des femmes en Afrique de l'Ouest. Reste maintenant à le faire vivre collectivement et à mobiliser suffisamment de ressources pour assurer sa continuité sur le moyen terme.

• Que fait Equipop ?

Accompagnement global d'associations ouest africaines en développement organisationnel et institutionnel, appui à la mobilisation de ressources, animation du partage d'expérience et de communautés de pratique.

• Pour qui ?

Pour les membres d'Alliance Droits et Santé et pour tout autre partenaire d'Equipop partageant les mêmes valeurs et la même mission.

• Pourquoi ?

Pour développer le pouvoir d'agir des associations œuvrant en faveur de l'égalité femmes-hommes.

“ La labellisation est en quelque sorte une reconnaissance des efforts d'amélioration engagés au sein d'une organisation. Ça vient souvent comme un couronnement et rend fier-e-s celles et ceux qui sont engagé-e-s dans le processus. Sur le plan organisationnel, elle couronne les efforts d'un processus, d'un chemin parcouru, ça permet aussi de se fixer un idéal et de voir les pas qu'on fait pour aller vers cet idéal. ”

Rolland Agbessi

Directeur Exécutif - Scoutisme béninois, Bénin

TÉMOIGNAGE

Caroline Tapsoba

Cheffe de département des
projets et programmes, ASMADE

« Restons mobilisé·e·s
et engagé·e·s pour les
perspectives du réseau
Alliance Droits et Santé en
termes d'accompagnement
de ses membres pour un
Développement continu de
qualité de leurs organisations. »



***Vous faites partie du comité d'attribution
du Fonds DO. Comment fonctionne cet
espace ?***

Le comité d'attribution est composé d'un·e président·e et de six membres. Il a été créé au cours de l'atelier d'Alliance Droits et Santé qui s'est tenu à Cotonou en mars 2019. Cet atelier était placé sous l'égide du renforcement des liens de partenariat entre membres de l'Alliance, de la définition d'une stratégie commune de plaidoyer, mais aussi de la réflexion sur le mode de gouvernance au sein du réseau. C'est cet esprit de gouvernance partagée du réseau qui a motivé la mise en place de ce comité d'attribution. Il est notamment en charge de décider de l'octroi d'un appui financier pour des actions de renforcement organisationnel aux membres qui en font la demande. Plus largement, il a un rôle dans le processus d'accompagnement des membres dans l'identification et la formulation de leurs besoins. Pour son fonctionnement, le comité tient des rencontres de travail suivant le calendrier des appels à projets DO. Une fois l'appel à manifestation d'intérêt lancé par ses soins, les membres du comité reçoivent les différentes propositions des structures, s'organisent en sous-groupes, analysent les appels à manifestation d'intérêt tout en évitant les conflits d'intérêt. Les résultats des analyses des dossiers sont rendus sous forme de rapport signé par tou·te·s les membres.

***Quelle appréciation faites-vous des débuts
du comité d'attribution ?***

J'ai une bonne appréciation du fonctionnement de ce comité depuis sa mise en place. Je note une mobilisation importante des membres et une motivation pour la qualité du travail rendu. Malgré le contexte sanitaire lié au Covid-19, le comité s'est adapté aux nouveaux outils de communication pour pouvoir tenir régulièrement ses séances de travail à distance. Je trouve que les capacités d'adaptation, de résilience personnelle et collective se sont renforcées.

***Que pensez-vous de votre rôle au sein du
Comité d'attribution ?***

En tant que membre du comité, je participe aux travaux et apporte mes contributions pour la réalisation des objectifs d'Alliance Droits et Santé, qui sont entre autres de renforcer les capacités organisationnelles des structures membres à travers la démarche qualité. Je participe au processus depuis l'analyse des propositions jusqu'à la délibération des résultats. C'est une expérience professionnelle de plus pour moi. Cela a renforcé mon esprit d'analyse critique et de conciliation, tant au niveau personnel que professionnel.



Rendre visible les changements : un enjeu méthodologique de taille pour le secteur

Comment rendre visibles les changements sociaux auxquels nos interventions contribuent ? Ce défi méthodologique est partagé par l'ensemble des acteurs et actrices du développement. Les approches quantitatives, si elles servent la programmation des activités et la gestion des ressources, ont de nombreux biais comme la difficulté à comprendre comment les parties prenantes évoluent tout au long du projet.

Avec ses partenaires, Equipop visent des changements de relations, de pratiques, de représentations qui sont autant de moteurs et facettes de la mobilisation citoyenne et politique. Définir collectivement ces changements recherchés, être capable de les observer finement, les mettre en débat et savoir en rendre compte, constituent un défi auquel nous avons beaucoup travaillé ces derniers mois.

En 2019, un chantier important a vu le jour chez Equipop : celui de l'intégration des Approches Orientées Changements (AOC) dans les stratégies d'intervention des projets. S'inspirant de méthodologies éprouvées, comme la Cartographie des incidences, et épaulée par le F3E¹, Equipop a développé une approche adaptée à ses partenaires et à plusieurs thématiques d'intervention centrales telles que : l'implication des jeunes, l'engagement institutionnel, les dialogues pluri-acteurs ou encore les innovations.

LES AOC, DE A À Z !

Déployées dans les projets Change Lab et Fondemsan, les approches orientées changements offrent aux différentes associations impliquées la possibilité de se réunir autour d'une vision commune de changement, de cibler les partenaires de travail clés pour le projet et dont l'accompagnement est stratégique. Des chemins de changement sont ainsi imaginés pour chacun de ces partenaires et serviront à ajuster les interventions pour qu'elles contribuent à susciter ces changements attendus.

Une fois le cadre posé, les associations observent au quotidien tous ces petits pas qui traduisent des effets significatifs, par exemple les liens qui se tissent au sein d'un groupe de jeunes femmes et leur capacité à s'entraider. L'analyse des facteurs est aussi une étape clef pour comprendre comment ces évolutions ont été possibles.

Ces « petits changements » observés par les équipes doivent être croisés avec les points de vue des parties prenantes du projet dont le retour sur expériences est central. Pour les praticien-ne-s des associations, cette

ouverture au vécu du public, et aussi des allié-e-s du projet, permet d'adapter chemin-faisant l'accompagnement et les stratégies d'action.

À mi-parcours et en fin de projet, l'ensemble de ces changements et les évolutions qu'ils traduisent sont comparé-e-s avec les chemins de changement imaginés initialement. Cette agrégation des effets observés rend alors visible plusieurs niveaux d'impact du projet : individuels, collectifs et territoriaux. Les AOC mettent également en lumière les processus par lesquels les changements ont été possibles et les points forts des stratégies d'accompagnement. Elles sont donc une source évidente de capitalisation !

LES DÉBUTS DES AOC

Equipop et ses partenaires expérimentent cette approche de suivi orienté changements et en tirent des leçons. De premiers résultats se font sentir :

- 1. Une meilleure appropriation des transformations sociétales souhaitées.** Dans le cadre des projets la question du sens de l'action est quelquefois escamotée, imposée par des logiques externes (notamment les bailleurs). Dès les ateliers de lancement, les approches orientées changement encouragent les discussions collectives autour du sens et de la pertinence des objectifs visés.
- 2. Une meilleure prise en compte de l'écosystème.** Les projets de mobilisation sociale et politique ne sont pas menés en vase clos et impliquent de nombreux acteurs et actrices dans les champs du pouvoir politique, traditionnel, religieux, dans les champs médiatique, associatif, citoyen. Les approches orientées changement favorisent la prise en compte de l'ensemble de ces dynamiques et renforcent les partenariats.
- 3. Un meilleur pilotage du projet.** Concrètement, les équipes arrivent à dépasser le strict suivi des activités pour apprécier et analyser les effets du projet. Ces moments d'analyse sont très utiles pour comprendre le rythme des acteurs-rices, leur appropriation du projet et adapter le cadre des actions.
- 4. Un dialogue renforcé entre les acteurs-rices.** Les approches orientées changement

imposent d'analyser régulièrement les changements observés et de partager ces analyses entre les différents porteurs-euses du projet, qui en retour disposent d'informations éclairantes pour adapter leurs actions. Les AOC se vivent collectivement : elles impliquent des temps de dialogue élargi entre les différentes parties prenantes pour renforcer l'adhésion à la vision de changement et valoriser l'implication de tou-te-s, en particulier des jeunes.

Les prochaines étapes des AOC se mettent également en place. À travers les retours d'expériences des associations, un guide méthodologique sera développé, montrant les défis principaux du suivi des projets de mobilisation citoyenne en faveur des droits et de la santé sexuels et reproductifs. L'accent sera également mis sur le dialogue avec les bailleurs, autour des apports de ces nouvelles approches de suivi et des conditions de leur déploiement, afin de les éclairer sur l'intérêt de cette approche.

• Que fait Equipop ?

Equipop développe une méthodologie inspirée des Approches Orientées Changement (AOC) adaptée aux contextes d'interventions et aux acteurs et actrices mobilisé-e-s. Elle accompagne les partenaires à déployer des dispositifs AOC sur mesure et à les animer.

• Pour qui ?

Pour les partenaires et les parties prenantes de nos interventions.

• Pourquoi ?

Pour rendre visible les changements auxquels nos interventions contribuent, et ouvrir un dialogue horizontal entre toutes parties prenantes d'un projet.

Chemin de changement de jeunes filles leaders



Un exemple de vision de changement à 7 ans

Les jeunes et les adolescent-e-s ont un accès gratuit à toute la gamme de produits contraceptifs sur l'étendue du territoire. Elles et ils connaissent leurs droits en matière de DSSR (Droits et santé sexuels et reproductifs) et font des choix éclairés en matière de PF (Planification familiale). Les jeunes filles leaders participent activement aux politiques publiques les concernant et exigent une redevabilité concernant les engagements de l'État. De son côté, l'État assure l'approvisionnement des centres de santé en produits et intrants. Les DSSR des adolescent-e-s et des jeunes sont discutés au sein des communautés, ils ne sont plus un tabou.

1. Réseau d'ONG et de collectivités territoriales françaises engagées pour la qualité et l'impact.

TÉMOIGNAGE

Mariette Montcho

Présidente, ROAJELF
et consortium du projet
Change Lab #Ondoitagir
au Bénin

« Les AOC (Approches orientées changements) doivent être utilisées dans tous les projets de développement car elles sont centrées sur l'humain. »



À vos yeux, qu'est-ce qui distingue les AOC des autres démarches de suivi de projet ?

Il nous arrive très souvent pendant la mise en œuvre d'un projet, de nous rendre compte que les activités planifiées ne contribuent pas ou plus à l'atteinte des objectifs sans avoir la possibilité de les réajuster. On se sent coincé-e-s dans la mise en œuvre du projet, sans aucune marge de manœuvre. Souvent aussi, à la fin d'un projet, on a du mal à mesurer son impact sur la cible ou sur le territoire d'intervention. Les AOC viennent comme une réponse à cette situation. Ce qui est intéressant avec les AOC, c'est leur capacité à se focaliser sur l'humain et non sur les valeurs quantitatives qui, in fine, laissent un goût d'inachevé après la mise en œuvre du projet. Les AOC, contrairement à beaucoup de démarches de suivi, permettent d'aboutir à une participation significative des acteurs et actrices. Elles en font des moteurs des changements souhaités. Elles se distinguent aussi des autres approches de par leur caractère dynamique.

Que vous apportent-elles aujourd'hui ?

Les AOC nous donnent l'opportunité d'exécuter les projets d'une façon plus humaine et plus réelle. Elles nous rapprochent des acteurs-rices cibles de la communauté pour laquelle nous travaillons. Aussi, elles donnent la force de continuer. En effet, en nous donnant la possibilité de mesurer les petits pas et changements, elles intègrent pleinement la dimension de changement qui s'inscrit dans le temps. Elles nous permettent ainsi

de réajuster les activités afin d'atteindre des résultats ultimes. Elles nous rapprochent de la communauté et favorisent un dialogue permanent.

Quels sont les défis à relever encore dans votre expérimentation des AOC ?

J'exprimerais mes défis sous forme d'interrogations : Comment disposer d'assez d'informations pour illustrer les changements observés ? À quelle fréquence faut-il collecter les changements ? Comment adapter les AOC aux réalités de chaque territoire ?

Quels conseils donnez-vous à des équipes qui veulent se lancer dans les AOC ?

Tout d'abord, se former sur les AOC : la bonne documentation est importante même si rien ne vaut la pratique. Ensuite, impliquer très tôt les différent-e-s acteurs-rices dans la connaissance des AOC afin de faciliter la collecte des changements. Ne pas hésiter, aussi, à se servir des histoires du quotidien pour faciliter la compréhension des AOC.

Accepter que le changement nécessite du temps. En effet dans la collecte des changements sur un projet, on a parfois l'impression qu'il y a stagnation, que les changements n'évoluent pas. C'est normal !

Enfin, se nourrir des expériences de celles et ceux qui ont déjà expérimenté les AOC, même si c'est aussi une aventure personnelle.

04

Mieux connaître Equipop

Equipop combine mobilisation sociale et politique, ingénierie de projet, assistance technique et construction de partenariats pour améliorer les droits et la santé des femmes et des filles dans le monde.

Equipop agit au plus près des territoires à travers un partenariat solide avec les acteurs et actrices locales jusqu'au plus haut niveau des prises de décision à l'international.

Equipop promeut des valeurs féministes et place l'approche genre au cœur de ses interventions

Aujourd'hui, Equipop est une organisation en plein développement s'appuyant sur une trentaine de salarié·e·s et soixante douze membres, avec un budget annuel de 2,68 millions d'euros. L'association a un bureau en Europe, à Paris, et un bureau en Afrique de l'Ouest, à Ouagadougou.

Une vision, des valeurs

Un monde où tous les êtres humains, indépendamment de leur sexe et de leur genre, ont leurs droits respectés, y compris leurs droits sexuels et reproductifs, et ont la possibilité de participer activement à des sociétés justes et durables.



RESPECT DES DROITS HUMAINS

Equipop plaide pour la reconnaissance universelle des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et pour leur mise en œuvre pour toutes et tous, partout, à travers des processus de participation et d'appropriation politiques et sociales.



BIEN-ÊTRE, LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ

Equipop considère que le bien-être des sociétés ne se mesure pas seulement par des indicateurs économiques, mais aussi par la capacité des personnes qui les composent à exercer des choix éclairés et autonomes, tout en assumant leurs responsabilités dans les collectifs auxquels elles appartiennent.



JUSTICE SOCIALE ET ÉQUITÉ

Equipop défend un développement humain qui donne à toutes et à tous les mêmes possibilités de se réaliser socialement, politiquement et économiquement. Nous prônons un développement soucieux de l'égalité et de la solidarité, notamment entre les sexes et entre les générations, car les succès du présent ne doivent pas être acquis au détriment d'une partie de la population ou des générations futures. Le renforcement des liens constitue pour nous un défi majeur.

Ces valeurs se prolongent dans des principes d'action



ADOPTER UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

Equipop adopte aussi systématiquement que possible une démarche participative dans la conduite de son action. Nous considérons en effet que cette démarche est un gage de qualité, notamment en termes d'appropriation, de responsabilisation, de durabilité, d'ancrage, d'autonomisation et de légitimité. Fondée sur l'instauration d'un dialogue continu, cette démarche a pour objectif principal d'associer étroitement les différentes parties prenantes à notre action : nos partenaires associatifs, le personnel sanitaire et social, les parlementaires, les décideurs et décideuses et, bien entendu, les publics ciblés par les actions.



NOUER DES PARTENARIATS

Au lieu d'opter exclusivement pour une croissance interne, nous avons choisi de développer le périmètre et la qualité de nos actions grâce à une stratégie d'alliances et de partenariats multi-acteurs et actrices (organisations de la société civile, parlementaires, journalistes, chercheur-euses, fonctionnaires, expert-e-s techniques,...). Ce mode d'organisation s'appuie sur la complémentarité des savoir-faire et renforce l'adaptabilité et la réactivité. Depuis plus de vingt ans, Equipop collabore de manière continue avec des associations ouest-africaines avec lesquelles elle partage une vision commune.

Dotés d'une connaissance fine des sociétés et de leurs dynamiques, ces partenaires promeuvent un changement dans leurs pays respectifs. Riches de nos complémentarités, nous avons établi au cours du temps des relations de confiance qui nous permettent de construire et de mener ensemble des programmes auprès de différents publics, en particulier les femmes et les jeunes, ainsi que des actions de plaidoyer adaptées aux situations sociopolitiques locales.



TRAVAILLER EN RÉSEAUX

Equipop a également su créer ou rejoindre des synergies entre acteurs et actrices du changement social : organisations de solidarité internationale (OSI), activistes féministes, structures de recherche et universités, institutions publiques, entreprises...

Nous collaborons avec des réseaux en France, en Europe, en Afrique francophone subsaharienne et dans le monde. Nous nous y investissons à différents niveaux, en collaborant aux travaux et aux prises de position collectifs, en coordonnant des groupes de travail ou en participant aux organes associatifs (conseil d'administration).

Une mission, des actions

L'association a pour objet d'améliorer les conditions de vie et le statut des femmes dans le monde.

En Afrique francophone subsaharienne, Equipop a progressivement orienté une partie de son action en direction des jeunes filles, notamment celles qui sont les moins prises en compte par les politiques ou les programmes existants.

Partant d'une expertise spécifique sur la santé et les droits sexuels et procréatifs, l'association a peu à peu développé un projet qui articule différents champs d'intervention (santé, éducation, économie) et qui intègre systématiquement une approche par le genre.

Pour mener sa mission en Afrique subsaharienne francophone, mais aussi en Europe et plus largement dans le monde, Equipop travaille avec, entre autres :

- des organisations de la société civile avec lesquelles nous avons des liens de partenariat étroits ;
- des leaders traditionnels, des groupements de femmes et de jeunes ;
- des coalitions et des plateformes d'ONG ;
- des personnels sanitaires ;
- des expert·e·s techniques et administratifs ;
- des chercheur·euses ;
- des universitaires ;
- des journalistes ;
- des parlementaires ;
- des responsables politiques ou administratifs.

Notre action se décline en trois volets complémentaires :



Impulser

des dynamiques de changement social à travers des projets conduits en étroite collaboration avec des acteurs et actrices des territoires où elle intervient.



Mobiliser

les responsables politiques et les citoyen·ne·s en France, en Afrique de l'Ouest ou à l'international pour créer un environnement institutionnel et politique favorable aux droits humains, et en particulier aux droits des femmes.



Accompagner

les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

Des savoirs et des savoir-faire

Au cours des années, Equipop a enrichi ses savoirs en mobilisant des disciplines variées : science politique, santé publique et médecine, sociologie, anthropologie, économie, démographie, sciences de gestion. Nous nous attachons à croiser ces regards de manière systématique pour promouvoir une approche aussi intégrée que possible. Ceci constitue un véritable atout pour appréhender la logique des différents acteurs et actrices avec lesquels nous travaillons : hommes ou femmes issu·e·s des communautés dans lesquelles nous intervenons, leaders communautaires, partenaires, personnels de santé, responsables politiques...

En particulier, nous nous appuyons sur trois domaines de connaissances.

POLITIQUES PUBLIQUES ET SCIENCE POLITIQUE

Equipop a acquis une expérience en matière de plaidoyer en direction des responsables politiques. Nous disposons d'une solide connaissance des acteurs et actrices et des rouages à travers lesquels sont définies et mises en œuvre les politiques publiques.

Que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale, cela nous permet de sensibiliser, d'informer et d'influencer les responsables politiques (gouvernements, cabinets ministériels, hauts fonctionnaires) pour qu'elles et ils soutiennent des programmes spécifiques, défendent des réformes politiques et veillent à ce qu'elles soient appliquées efficacement. Nous avons par ailleurs développé une expertise reconnue par les parlementaires, qui nous sollicitent pour avis.

SANTÉ PUBLIQUE ET MÉDECINE

Equipop s'appuie sur des connaissances dans le champ de la santé publique. Notre équipe a acquis un savoir transversal sur le fonctionnement des systèmes de santé, surtout en Afrique de l'Ouest, et un savoir plus spécialisé sur des thématiques précises comme l'accès à la contraception, les soins obstétricaux d'urgence, les fistules, les mutilations sexuelles féminines ou les mariages d'enfants.

L'association mobilise des connaissances axées sur la prévention (éducation à la santé, réduction des risques, changement des normes sociales...), mais aussi sur l'organisation des services de santé (formation du personnel de santé, participation des usager·e·s, intégration du VIH/Sida et santé de la procréation).

SCIENCES SOCIALES ET GENRE

Equipop puise dans le champ des sciences sociales pour adopter une approche sensible à la diversité des besoins et des intérêts de chaque public. Nous nous appuyons ainsi sur l'approche par le genre. Celle-ci ne cible pas les femmes comme un groupe à part, mais elle s'intéresse à la façon dont les individus, selon leur sexe et leur position sociale, agissent, réagissent et interagissent sous l'influence des modèles sexuels et familiaux dominants.

Notre analyse met l'accent sur le fait qu'être femme ou homme dans une société donnée induit des rôles socialement construits qu'il s'agit de comprendre et d'interroger si l'on veut être moteur de changement social.

L'approche par le genre constitue un levier décisif pour promouvoir de nouveaux comportements. Cela implique, entre autres, l'autonomisation des femmes et la participation des hommes.

La prise en compte du genre permet de tendre vers un double objectif. D'ordre politique d'une part : atteindre l'égalité entre femmes et hommes pour plus de justice. D'ordre socio-économique d'autre part : créer le socle d'un développement véritablement durable parce qu'implicite, à égalité, femmes et hommes.

Pour mettre en œuvre notre projet, en relation étroite avec nos partenaires, nous mobilisons trois grands types de savoir-faire.

L'INGÉNIERIE DE PROJET

Equipop a développé des compétences de planification, de pilotage et de coordination de projets, en tant que cheffe de file ou bien au sein de consortiums. Avec ses partenaires, l'association identifie les besoins, construit des stratégies d'intervention, définit des méthodologies participatives intégrant le genre, mobilise des ressources, assure le suivi opérationnel et financier, évalue les processus et les résultats, capitalise l'expérience.

L'INFORMATION ET LE PLAIDOYER

Equipop facilite la connaissance et la compréhension des enjeux relatifs à sa mission, avec le souci de rendre visible la demande sociale et de valoriser la capacité d'action des acteurs et actrices sur le terrain. Nous influençons également la définition et le suivi des programmes et des politiques publics. Pour cela, plusieurs activités sont menées : organisation d'évènements, de voyages d'étude, de campagnes d'information ; réalisation et publication de supports documentaires ; réponse individualisée à des demandes d'information de la part de journalistes, de parlementaires ou d'expert-e-s ; collecte et analyse critique de textes de lois, de programmes ou de politiques publics ; formalisation et diffusion d'argumentaires ; initiation ou participation à des mécanismes institutionnels de consultation ; animation ou participation à des groupes d'études.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Equipop renforce les capacités et favorise les échanges d'expérience entre partenaires du développement. Equipop accompagne la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de projets collectifs (via notamment le Design Thinking), appuie le développement organisationnel de ses partenaires, renforce leurs capacités administratives et financières, facilite la mobilisation de ressources, conduit des activités d'appui-conseil, co-réalise des diagnostics partagés, participe à la réalisation d'outils didactiques, conçoit et réalise des formations.

Réseaux

Equipop a toujours pensé que le travail collectif était un puissant levier de changement. En 2019, l'ONG renforce ses engagements au sein de nombreux réseaux en France, en Europe et en Afrique subsaharienne francophone. Parmi eux :



Alliance Droits et Santé alliancedroitsetsante.org

Ce réseau d'organisations de la société civile française et ouest africaine a pour but d'améliorer le statut et la santé des femmes et des filles d'Afrique de l'Ouest.



Awid awid.org

L'Awid (Association for Women's Rights in Development), créée en 1982, est une organisation féministe, associative et internationale de soutien aux mouvements qui oeuvrent pour la justice de genre et les droits des femmes à travers le monde.

Collectif inter-associatif VIH/sida

Ce collectif s'est mobilisé en 2018-2019 à Lyon autour de la conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le VIH/Sida. Il poursuit sa mobilisation dans le cadre du renouvellement de la stratégie du Fonds mondial 2017-2022.



Collectif Prévenir & Protéger [@PPProtéger](https://twitter.com/PPProtéger)

Le Collectif Prévenir & Protéger est composé de 14 associations françaises de protection des droits de l'enfant et de promotion des droits des femmes et des adolescentes.



Collectif Santé Mondiale collectif-sante-mondiale.fr

Le collectif rassemble 9 ONG françaises de développement (Action contre la faim, Equipop, Global Health Advocates France, Médecins du Monde, One, Oxfam France, le Planning Familial, Sidaction et Solthis) qui se sont réunies pour défendre l'aide en santé.



Coopération Sud cooperationsud.org

Coopération SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité, urgence et développement, dédiée à l'appui et à la représentation de leurs positions auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde.



Countdown 2030 Europe countdown2030europe.org

Le réseau Countdown 2030 Europe est composé de 15 ONG européennes qui travaillent à la priorisation des droits et de la santé sexuels et reproductifs dans les politiques de l'Union européenne.



EndFGM endfgm.eu

EndFGM est un réseau européen d'ONG qui promeut une action européenne pour mettre fin aux mutilations sexuelles féminines.



Excision, parlons-en !

excisionparlonsen.org

Excision, parlons-en ! a pour objet de contribuer à fédérer des associations ou autres personnes morales, ainsi que des personnes physiques sur la thématique de l'excision en France ou dans le monde.



F3E

f3e.asso.fr

Le F3E (Fonds pour la promotion des études transversales, des études préalables et de l'évaluation) est un réseau français d'ONG et de collectivités territoriales, dédié à l'amélioration de l'impact et de la qualité de l'action des acteurs de la solidarité internationale.

Génération Féministes

Génération Féministes regroupe des associations qui militent pour l'adoption d'approches féministes dans les politiques nationales et internationales de la France, notamment dans la perspective du Forum Génération Égalité.



Genre en Action

genreenaction.net

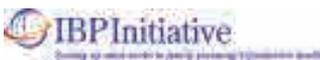
Genre en Action est un réseau international qui promeut la prise en compte des inégalités des femmes et des hommes dans les politiques et programmes de développement.



Girls Not Brides

girlsnotbrides.org

Girls Not Brides est un partenariat mondial de plus de 500 organisations de la société civile, déterminées à mettre fin au mariage des enfants et permettre aux filles de réaliser leur potentiel.



IBP

ibpinitiative.org

L'initiative IBP (Implementing Best Practices) est un partenariat mondial visant le passage à l'échelle des pratiques qui fonctionnent en matière de planning familial et de santé de la reproduction. Créée en 1999 par l'OMS, USAID, et neuf agences de coopération, l'initiative possède désormais plus de 45 membres à travers le monde (bailleurs de fonds, organisations internationales d'assistance technique et partenaires nationaux et régionaux).



Inspire

inspire-partnership.org

Inspire est un réseau européen d'ONG spécialistes des droits et de la santé sexuels et reproductifs. Il a pris fin en 2019.



Partenariat de Ouagadougou

partenariatouaga.org

Le Partenariat de Ouagadougou a été lancé lors de la Conférence Régionale sur la Population, le Développement et la Planification Familiale au Burkina Faso en 2011 par les 9 gouvernements des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires techniques et financiers pour accélérer les progrès dans l'utilisation des services de planification familiale dans ces pays.



Reproductive Health Supplies

Coalition / SECONAF Sécurité Contraceptive en Afrique francophone est un partenariat mondial d'acteurs-rices publics, privés et d'organisations de la société civile assurant l'accès aux personnes vivant dans des pays à revenu faible ou intermédiaire à des moyens de contraception abordables et de qualité afin d'améliorer leur santé sexuelle et reproductive.



Réseau des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest

Ce réseau est composé de militant-e-s féministes ouest africain-e-s actif-ve-s sur le terrain qui souhaitent faire entendre leur voix dans les processus de décision à l'échelle nationale, régionale et internationale, notamment en ce qui concerne les droits des femmes et des filles.

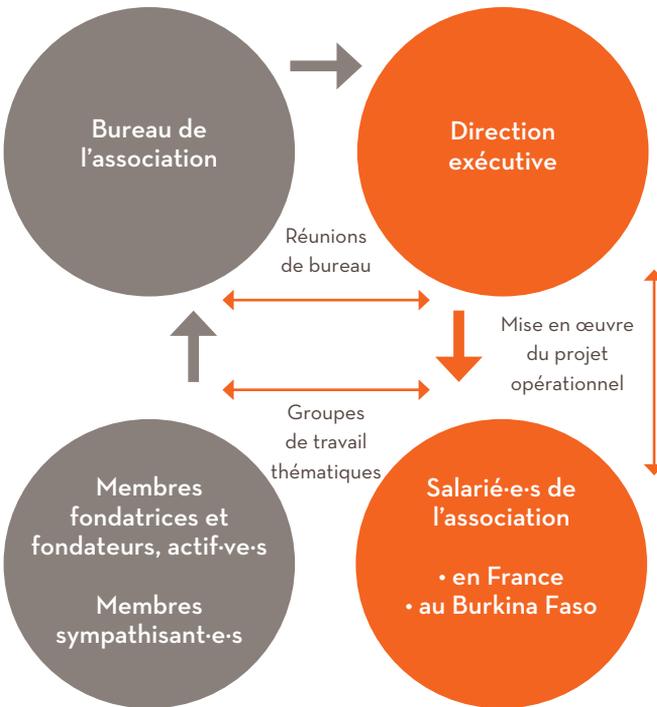
Engagement citoyen et implication professionnelle

Pour la définition et la mise en œuvre de sa mission, Equipop s'appuie sur un bureau de sept personnes et sur une équipe pluridisciplinaire d'une trentaine de salarié·e·s. Une soixantaine de membres se réunissent une fois par an en assemblée générale.

MEMBRES DE L'ASSOCIATION

SALARIÉ·E·S DE L'ASSOCIATION

LE BUREAU



- Dr. Alain Marié**
Président
- Dr. Luc de Bernis**
Trésorier
- Mai Tran**
Secrétaire générale
- Hadja Idrissa Bah**
Membre
- Dr. Béatrice Cuzin**
Membre
- Aurélie Desrumaux**
Membre
- Dr. Claude Dumurgier**
Membre
- Pr. Pierre Foldes**
Membre

Le bureau se réunit en moyenne tous les trois mois.

Légende



L'ÉQUIPE SALARIÉE EN 2019

DIRECTION

Aurélié Gal-Régniez

Directrice exécutive

PÔLE COMMUNICATION

Nathalie Perrotin-Milla

Responsable Communication

Amadou Labba Sall

Responsable communication
(par intérim)

Augustin Assaba

Chargé de communication

Louis Guinamard

Chargé de communication

Marion Lambert

Chargée de communication

Aline Samaké

Assistante communication

PÔLE PLAIDOYER

Nicolas Rainaud

Responsable Plaidoyer
France et International

Brigitte Syan

Responsable Plaidoyer
Afrique de l'Ouest

Marguerite Bannwarth

Chargée de mission

Abdoulaye Banse

Chargé de mission plaidoyer

Lucie Daniel

Experte plaidoyer

Louise Deniau

Stagiaire plaidoyer

Maude Henry

Stagiaire plaidoyer

Marie Véron

Stagiaire plaidoyer

PÔLE PROGRAMMES & DÉVELOPPEMENT

Dominique Pobel

Responsable Programmes
et développement

Hélène Ménard

Co-responsable Programmes
et développement

Laura Delcamp

Assistante programmes
et développement

Sokhna Fall Ba

Chargée de projets

Jeanne Fournier

Chargée d'innovation et
d'accompagnement

Geneviève Némouthé

Coordinatrice projets
et évaluation

Marion Luc

Stagiaire programmes
et développement

PÔLE INNOVATION & ACCOMPAGNEMENT

Nora Le Jean

Responsable Innovation
et Accompagnement

Elise Fouillet

Chargée d'innovation et
d'accompagnement

Elise Petitpas

Experte innovation et plaidoyer

Fatim Nikiéma Traore

Chargée de projets

Maïfoux Nassirou

Chargé d'innovation et
de mobilisation sociale

Fatim Tambadou Diallo

Chargée d'innovation et
d'accompagnement

PÔLE ADMINISTRATION, FINANCES & DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL

Benjamin Sitbon

Responsable administratif
et financier

Siré Hermann Barro

Chargé d'accompagnement
développement organisationnel
et administratif et financier

Macoumba Fall

Chargé du suivi administratif
et financier des projets

Pascal Ilboudo

Chargé d'accompagnement
développement organisationnel

Sibiri Koné

Assistant administratif
et logistique

Aurore Moynot

Chargée d'accompagnement
administration et finances
des partenaires

Kadidia Rabo

Responsable des
fonctions support, bureau
d'Afrique de l'Ouest

W. Fidèle Sawadogo

Chargé d'accompagnement
développement organisationnel
et administratif et financier

Nicolas Schlegel

Comptable

Equipop souhaite rendre hommage à Fidèle Sawadogo, collègue et ami décédé le 27 juillet 2020. Après de nombreuses années au service de la cause des enfants, auprès notamment de SOS Village d'Enfants, Fidèle avait rejoint Equipop en novembre 2019. Ces presque dix mois de collaboration nous ont permis d'apprécier un collègue engagé et bienveillant. Nous perdons un membre de notre équipe. Que la terre lui soit légère.

Le budget d'Equipop

En 2019, 90% de nos dépenses ont été affectées à nos missions sociales. Le budget d'Equipop progresse de 19% par rapport à l'année précédente, et termine l'année avec un excédent.

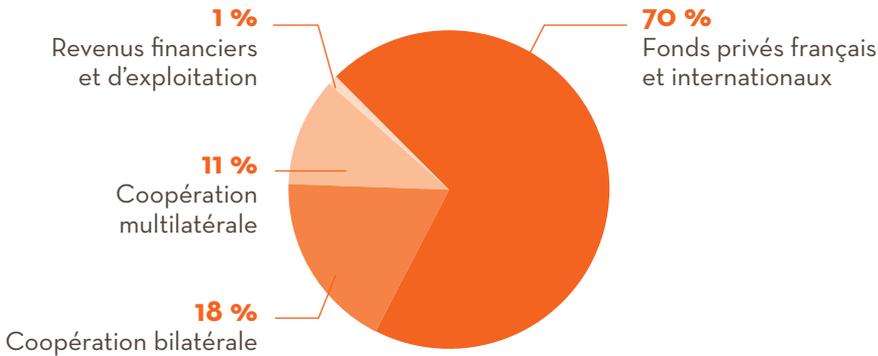
RESSOURCES

Les ressources 2019 d'Equipop s'élèvent à 2,68 millions d'euros, en progression de 19% par rapport à 2018 (2,24 millions d'euros).

Les ressources de l'exercice proviennent pour 70% de fonds privés issus notamment de fondations internationales (principalement des fondations Hewlett et Bill & Melinda Gates). Les financements de sources institutionnelles sont cette année de 29%, 18% provenant des institutions de la coopération bilatérale française (principalement Agence Française de Développement) et 11% provenant des institutions de la coopération multilatérale (agences des Nations Unies, OOAS¹).

Equipop continue de renforcer et de développer de nouveaux partenariats techniques et financiers, ainsi que de favoriser les collaborations, indispensables à la dynamique des projets.

Parallèlement, notre appui aux organisations de la société civile africaines a été maintenu à travers un travail important de mobilisation des ressources en faveur de ces dernières et en direction de nouveaux bailleurs.



1. Organisation Ouest Africaine de la Santé

EMPLOIS

Les dépenses sont en nette croissance en 2019 et atteignent 2,66 millions d'euros. 90% des dépenses d'Equipop sont allouées aux missions sociales de l'association. Selon les critères du secteur, les frais de structure sont maîtrisés. Les projets démarrés en 2018 se sont poursuivis en 2019 avec un volume de dépenses similaire. L'année 2019 a été marquée principalement par :

- L'accélération de la mise en œuvre des activités du projet "Change Lab" démarré en 2018.
- La poursuite des actions Protéger la Prochaine Génération, Let's change, DEMSAN (Démographie et santé sexuelle et de la reproduction) et les partenariats avec le Réseau africain pour l'éducation à la santé (RAES) sur les projets "C'est la vie +", "Educasso" et "Bruits de tambour".
- Le renouvellement des partenariats annuels UNFPA, Mairie de Paris.
- La mise en œuvre du projet « W7 - Réunir la société civile française des pays du G7 et des pays en développement, investie sur l'égalité femmes-hommes à l'occasion du G7 à Biarritz - Août 2019 » cofinancé par des fonds privés et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

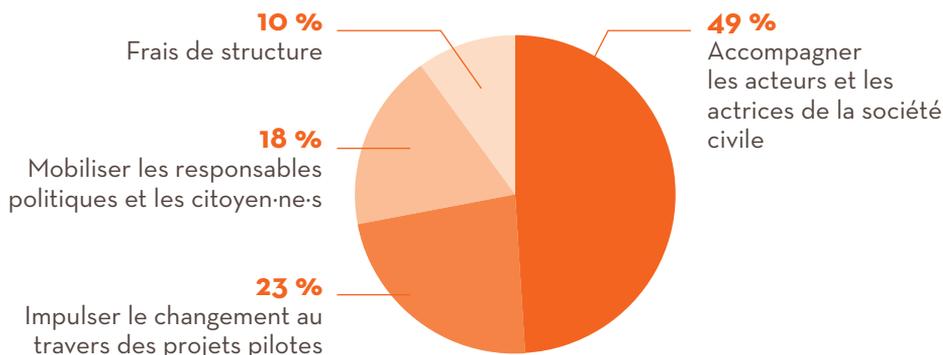
Les aides octroyées à nos partenaires au travers principalement des Fonds Innovation et Développement Organisationnel dans le cadre du projet Change Lab ont atteint un niveau élevé en 2019 de 672 K€.

Le budget consacré aux ressources humaines a augmenté de 14% par rapport à 2018, une hausse résultant des recrutements réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des projets. Le résultat de l'exercice présente un excédent de 25 126 euros.

Ce résultat s'explique principalement par des coûts de fonctionnement maîtrisés en regard du volume d'activité.

Cet excédent permet de participer à l'augmentation des réserves de l'association. La constitution de fonds propres est un objectif à moyen terme destiné à renforcer la capacité d'intervention sur des activités novatrices, la capacité d'investissement pour professionnaliser les fonctions support de la structure et la capacité à faire face aux aléas des financements projets en conservant l'expertise interne.

Equipop établit des comptes annuels qui sont audités par Mazars SPCC, commissaires aux comptes. Les comptes annuels 2019 ainsi que le rapport des commissaires aux comptes sont consultables dans leur intégralité sur equipop.org.



TÉMOIGNAGE

Hadja Idrissa Bah

Membre du bureau, Equipop

« Nous, la nouvelle génération de féministes d'Afrique de l'Ouest, voulons simplement nous sentir mieux dans la société, être respectées et avoir une égalité de droits. »



Racontez-nous votre engagement en faveur des filles et des femmes en Guinée ?

Dès l'âge de 13 ans, j'ai commencé à militer pour empêcher la tenue de mariages d'enfants et d'excision de jeunes filles dans la région de Conakry. À 15 ans, je suis devenue présidente nationale du Parlement des enfants de Guinée. Ensuite, j'ai fondé le Club des jeunes filles leaders de Guinée dont j'ai été la présidente de 2016 à 2020. Je suis aussi engagée au niveau régional, dans le Réseau des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest. Je suis également venue en France, notamment pour le Sommet Women 7 et le G7 à Biarritz en 2019. Depuis septembre 2019, je suis à Paris pour suivre des études en droit. Mon engagement porte essentiellement sur la conscientisation pour favoriser l'autonomisation des femmes et des filles, lever les tabous et participer à la libération des filles et femmes guinéennes et africaines. Nous vivons dans une société patriarcale avec des idéologies ancrées dans des traditions et des valeurs religieuses. Le but est que les femmes arrivent à prendre des décisions qui les concernent, autant dans les instances qu'à l'école ou dans des endroits informels, comme des ateliers de couture.

Quels points vous semblent les plus intéressants dans la démarche d'Equipop ?

J'ai connu Equipop en 2018, en Guinée, à travers une formation pour les jeunes féministes. En quelques jours, j'ai beaucoup appris sur les féminismes et les stratégies de communication ou de plaidoyer... Mais surtout, j'ai remarqué qu'Equipop mettait en avant les jeunes, en cherchant à valoriser les talents et soutenir celles et ceux qui veulent s'impliquer. Equipop a aussi réuni des jeunes d'Afrique

de l'Ouest pour créer un réseau à travers plusieurs pays. Ce réseau partage depuis beaucoup d'initiatives. Chacun-e dans notre coin, nous n'aurions jamais pu avoir une telle visibilité au niveau international. Je note une autre spécificité d'Equipop dans sa manière de nouer des partenariats en rassemblant les acteurs et actrices : institutionnels, journalistes, associations locales et tou-te-s celles et ceux qui veulent agir.

Quels enjeux souhaitez-vous particulièrement porter au sein du bureau d'Equipop ?

La principale mission d'Equipop est de promouvoir les droits et la santé des femmes dans le monde. Je me suis déjà engagée sur ces sujets et compte poursuivre ces combats, notamment contre l'excision et les mariages d'enfants. Je m'intéresse beaucoup aussi à l'éducation complète à la sexualité. Je suis très à l'aise pour parler de ces sujets, parce qu'ils me touchent intimement, j'ai connu certaines de ces violences, je subis encore le poids de la tradition et de la pression sociale en tant que fille. J'ai le sentiment qu'il est important qu'une jeune féministe d'un pays d'Afrique de l'Ouest prenne part aux échanges, aux réflexions et aux décisions d'Equipop sur ces sujets. Aussi, j'ai l'habitude de m'exprimer à travers les médias ou lors de conférences. Je voudrais poursuivre ce travail d'interpellation au sein d'Equipop. Les prises de parole sont très importantes parce qu'elles permettent de conscientiser. Je suis persuadée que même le public très conservateur qui me suit sur les réseaux sociaux peut évoluer en entendant mes mots ; il faut tout faire pour entretenir le dialogue.

Remerciements

Pour mettre en œuvre sa mission, Equipop s'appuie sur de nombreuses personnes et organisations qui partagent ses convictions et soutiennent ses interventions. Membres et bénévoles qui nourrissent la vie associative, partenaires qui appuient financièrement la structure sans lesquelles les projets ne pourraient se mettre en œuvre, ONG et associations locales avec qui nous avons tissé des

partenariats solides et durables, expert-e-s et fonctionnaires avec qui nous co-construisons politiques et programmes, journalistes ou internautes qui relaient nos informations et messages... nous vous remercions ici tous et toutes chaleureusement pour la confiance accordée. Ce rapport a pour objet de vous rendre compte de l'impact du travail effectué.

Nous remercions en particulier :



Suivez l'actualité d'Equipop au quotidien



Sur notre site internet

equipop.org

Pour s'informer et agir.



Sur Twitter

@Equipop_Ong

Pour suivre notre actualité
et celle de notre secteur
en temps réel.



Via notre newsletter

Pour recevoir régulièrement
un résumé des moments
forts qui ont marqué
notre actualité.



Sur Facebook

@Equilibres.Populations

Pour découvrir des contenus
exclusifs et partager avec
notre communauté.



Sur Instagram

@Equipop_Ong

Pour découvrir les coulisses
d'Equipop en images.



Sur Youtube

Equilibres & Populations

Pour suivre l'actualité
d'Equipop et du secteur
en vidéo.



Sur LinkedIn

@Equilibres.Populations

Pour se tenir informé-e des
actualités et innovations
d'Equipop dans le secteur.

Crédits

Le rapport d'activités
est également disponible
sur le site internet :
www.equipop.org

Conception et réalisation

Direction de la publication :

Aurélie Gal-Régniez

Rédaction en chef :

Nathalie Perrotin-Milla

Rédaction et contributions :

Agathe Blanc, Nathalie Aka Brou,
Perrine Duroyaume, Aurélie Gal-
Régniez, Pascal Ilboudo, Nora Le
Jean, Hélène Ménard, Mariette
Montcho, Ousmane Ouédraogo,
Dominique Pobel, Nicolas Rainaud,
Sharlen Sezestre, Benjamin Sitbon,
Caroline Tapsoba, Jules Yao Kona

Secrétariat de rédaction :

Priscille Bansé, Louis Guinamard,
Nathalie Perrotin-Milla

Création graphique :

Jean-Luc Gehres
www.welcomedesign.fr

Illustration de couverture :

Damien Cuvillier

Illustrations intérieures :

Roland Bitty, Adjaratou Ouedraogo,
Seydina Issa Sow / Sis Illustrations

Photographies :

Christophe Abramowitz, Equipop,
RAES, Cyril Le Tourneur, Women 7

Impression :

Simon Graphic, Ornans
Ce document est imprimé
sur du papier certifié.

Rapport d'activités

Equipop travaille à faire avancer la santé et les droits des femmes et des filles dans le monde. Notre mission se décline en trois volets : impulser les transformations en faveur de l'égalité femmes-hommes à travers des projets conduits en étroite collaboration avec des partenaires locaux ; mobiliser les responsables politiques et les citoyen·ne·s en France, en Afrique de l'Ouest ou à l'international ; accompagner les actrices du changement en renforçant leurs capacités d'intervention.

Equipop

www.equipop.org
info@equipop.org

Bureau de Paris

6 rue de la Plaine
75020 Paris - France
Tél : +33 (0)1 74 01 71 24
Fax : +33 (0)1 74 01 71 25

Bureau de Ouagadougou

09 BP 1660 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : (+226) 25 40 88 02